

La SNCF vit aujourd'hui des attaques sans précédent à travers d'une part, un projet d'ordonnance et de loi du Gouvernement visant à l'introduction de la concurrence dans le transport de voyageurs en application des directives européennes et d'autre part, de la remise en cause des garanties sociales du personnel.

La mesure la plus forte concerne l'annonce de l'arrêt des recrutements au statut des cheminots, ce qui serait une rupture profonde de l'histoire sociale de la SNCF.

Cette annonce qui ne figurait pas dans le programme de campagne du candidat MACRON, élu il y a moins d'un an, constitue une vraie provocation.

Ce statut n'est évidemment en rien responsable des 47 milliards de dettes de la SNCF. Et **ce n'est pas en remettant en cause le statut des personnels que les investissements nécessaires au réseau seront réalisés ni que la qualité du réseau s'en trouvera améliorée !**

L'avenir du Service public ferroviaire et de ses personnels mérite mieux que ce discours caricatural et poujadiste.

Les gaziers et électriciens savent mieux que quiconque que l'introduction de la concurrence n'a rien apporté de bon. Les gaziers savent aussi ce que valent les engagements des pouvoirs publics lorsqu'ils proclament la main sur le cœur que la SNCF ne sera pas privatisée ! Chacun voit maintenant ce qu'est devenue l'ancienne Gaz de France !

FO Énergie et Mines dénonce donc avec vigueur cette attaque contre le Service public ferroviaire et manifeste sa solidarité et son soutien avec les cheminots.

C'est pour cela que nous avons appelé à une journée de grève et de manifestation le 22 mars.

Nous aussi, nous savons bien qu'après la SNCF, mais aussi Aéroport de Paris que **le gouvernement veut privatiser, l'électricité et le gaz seront dans le collimateur.**

Rumeurs incessantes de démantèlement d'EDF, volonté de baisser encore la part de l'État dans Engie, réformes permanentes et baisses d'effectifs, contournement du statut par toutes sortes de moyens, volonté de remettre en cause les concessions hydrauliques de la CNR, de la SHEM et d'EDF, sont des débats d'aujourd'hui, sans compter la volonté de remettre en cause les régimes spéciaux de retraite.

Depuis le 3 avril, un puissant mouvement a été lancé à la SNCF à l'initiative de toutes les organisations syndicales dont FO.

De son côté, la CGT Energie a déposé seule un préavis de grève de trois mois au moment où le débat public sur la Programmation Pluriannuelle des Energies (PPE) s'ouvre. La CGT ne présente en aucun cas cette action comme une grève de solidarité avec les cheminots même si les temps forts seront alignés sur leur mouvement dans le cadre de ce qu'elle appelle « la convergence des luttes ».

FO Énergie et Mines est pleinement engagée depuis longtemps sur cette question de la PPE en revendiquant un mix énergétique (et notamment électrique et gazier) prenant en compte la sécurité d'approvisionnement, l'emploi et la défense des filières industrielles, les valeurs de Service public (péréquation des tarifs et rejet de l'ouverture à la concurrence notamment dans l'hydraulique).

En fonction de l'évolution du débat sur la PPE et surtout d'éventuelles décisions gouvernementales, FO Énergie et Mines n'exclut évidemment aucun type d'action.

Mais comme l'a encore montré la récente journée d'action nationale particulièrement réussie dans l'hydraulique, **l'appel de toutes les fédérations assorti d'un mot d'ordre clair, précis et discuté entre tous sera alors la manière la plus efficace de peser réellement sur les pouvoirs publics et les directions.**